

Le « Développement » qu'en sais tu ?

aide au développement ?

liberté égalité fraternité ?

hédonisme ?

tourisme de masse ?

mafia ?

démocratie ?

excédents agricoles ?

humanitaire ?

Inégalités croissantes ?

monopoles ?

logique de profit individuel ?

spéculation ?

désintérêt du politique ?

épuisement des ressources ?

vision à court terme ?

agriculture biologique ?

culte de la nouveauté ?

progrès ?

culte de la propriété ?

pollution ?

richesse ?

OCCIDENT ?



solidarité ?

droits de l'homme ?

sphère politique corrompue ?

industrialisation ?

fausse autodérision ?

commerce équitable ?

agriculture intensive ?

télévision ?

taux de criminalité élevé ?

fort taux de dépression ?

rejet de l'immigration ?

publicité omniprésente ?

niveau de vie amélioré pour les classes moyennes
et décuplé pour les classes riches ?

abondance ?

culte du divertissement ?

commerce du luxe florissant ?

Quelques pistes de réflexions avant d'entreprendre
un projet dit de « développement »...

SOMMAIRE

I. POUR UNE AUTRE VISION DU DEVELOPPEMENT	4
A. LE DEVELOPPEMENT D'HIER A AUJOURD'HUI	4
B. REMISE EN CAUSE DE CONCEPTS ETABLIS	5
1) <i>Reconsidérer la pauvreté.....</i>	5
2) <i>Quand le développement crée la pauvreté : l'exemple du Ladakh</i>	9
3) <i>Critique de l'approche des « besoins fondamentaux » : leurs besoins ou nos intérêts ?</i>	11
II. DE LA REFLEXION GLOBALE SUR LE « DEVELOPPEMENT » A NOS « PROJETS DE DEVELOPPEMENT »	13
A. CHERCHER L'ERREUR : QUELQUES ECHECS A MEDITER.....	13
1) <i>Comment refaire le monde avec une truelle et un crayon ?</i>	13
2) <i>Il ne suffit pas de vouloir faire le bien pour bien faire : l'exemple du don de vélo dans un village au Burkina Faso.....</i>	14
B. L'EXEMPLE POSITIF DE LA COUR AU CENT METIERS A OUAGADOUGOU	15
III. REPERES POUR L'ACTION : QUELS SONT LES « FACTEURS CLES DE SUCCES » D'UN PROJET ?.....	20
A. NE PAS OUBLIER NOTRE RESPONSABILITE	20
B. PAS DE RECETTE MIRACLE, MAIS DES ELEMENTS FONDAMENTAUX A NE PAS OUBLIER : ...	20
1) <i>L'importance de prendre le temps de la rencontre</i>	20
2) <i>Refuser l'assistanat</i>	21
3) <i>S'adapter réellement aux personnes les plus fragiles tout en gardant des exigences fortes.</i>	22
4) <i>Chercher à rejoindre les plus démunis.....</i>	23
5) <i>Ne pas oublier que chacun s'inscrit dans une histoire, c'est-à-dire dans une famille, une communauté, un pays.</i>	23
6) <i>Tenir compte de l'existant : ne pas détruire les initiatives déjà existantes.....</i>	24
CONCLUSION	26
ANNEXE : HISTOIRE DU CONCEPT DE « DEVELOPPEMENT ».....	28

INTRODUCTION

A travers ce document nous avons avant tout voulu chercher à provoquer la discussion et le débat sur un sujet qui nous paraît fondamental pour tous ceux qui veulent travailler dans des projets dit de « développement » ou « humanitaire ».

En effet comme beaucoup d'autres personnes qui s'intéressent à ces sujets, nombreuses sont les questions qui nous trottent dans la tête :

- Qu'est-ce que le « développement ? »
- Est-ce forcément une bonne chose ?
- Pourquoi veut-on tant partir « aider les autres » ?
- Quels sont les points clés d'un projet qui se fasse vraiment AVEC les personnes concernées et non pas POUR elles ?
- ...

Le présent document est le résultat d'interrogations menées pendant et après notre scolarité à l'Ecole 3A, dont nous sommes sortis l'année dernière. Avec d'autres, nous avons essayé d'approfondir ces questions et de chercher à proposer des pistes de réflexions pour avancer sur ce sujet.

En effet, à l'occasion de nos différents stages et des discussions avec des personnes travaillant en Afrique, en Amérique du Sud et en Asie, nous nous sommes aperçus qu'il **ne suffisait pas de vouloir faire le bien pour bien faire**. Aujourd'hui force est de constater que beaucoup de projets humanitaires et de projets de développement se révèlent inutiles, voir contre-productifs.

C'est à partir de ces constats et de ces questionnements que nous avons décidé de rédiger ce document.

Nous n'avons évidemment aucune prétention « au savoir » sur ce sujet. **L'important pour nous n'est pas de chercher à avoir le dernier mot, mais plutôt le juste premier**. Celui qui va nous obliger à nous interroger et à chercher à creuser plus profond. A travers ce texte nous avons simplement voulu partager avec vous le fruit de nos lectures et de nos rencontres sur un sujet qui ne cesse de nous taquiner...

Aujourd'hui, nous avons besoin de votre aide, de vos idées, de vos expériences, pour continuer à réfléchir ensemble sur la manière dont nous pouvons monter des projets qui se fassent réellement au rythme de chacun, c'est-à-dire d'abord des plus fragiles et où les habitants se sentent réellement acteurs et initiateurs du projet.

Nous vous invitons donc à lire ce document et à nous renvoyer vos critiques, commentaires, suggestions, idées,... Plus que les bienvenues vos idées sont nécessaires pour avancer ensemble dans cette réflexion.

Bonne lecture
Ignace et Ben

I. Pour une autre vision du développement

A. Le développement d'hier à aujourd'hui

Voici une mise en bouche qui tente une courte analyse des préceptes qui perdurent de la colonisation en passant par le discours d'investiture du président Truman à l'ère du « développement » que nous connaissons tous aujourd'hui.

Les événements historiques qui jalonnent l'histoire du « développement » ont, en effet, des caractéristiques communes. En effet, on retrouve plusieurs thèmes systématiquement repris de la colonisation, à la création de la Société Des Nations (SDN), de la justification du système des mandats, au point IV du discours d'investiture du président Truman, du rassemblement de Bandung en 1955, aux discours des institutions de l'ONU :

- **l'évolutionnisme** qui sous-tend la supériorité occidentale en tant que nations « développées » sur lesquelles les autres doivent s'aligner. L'objectif de chaque nation n'est-il pas de devenir « développée » ?
- **la justification philanthropique** qui permet de rallier l'opinion au nom du devoir de civilisation qui incombe aux peuples « développés » d'aider les nations « sous développées ».
- **l'universalisme** qui légitime l'intervention dans les pays du Sud. A ce propos la remarque de Gilbert Rist est pertinente :

Le « développement » s'universalise mais n'est pas transculturel. »¹

- Enfin, tous partagent la croyance que le **noyau dur du « développement » est la croissance économique.**

Le plus critiquable est que le « développement », en s'appuyant sur les principes évoqués ci-dessus, a **confisqué la possibilité, pour les peuples, de choisir leur propre destin selon leurs cultures, leurs traditions et surtout leurs envies.** Les pays du Sud se sont engagés sur une voie tracée par d'autres qu'eux, voie qui, nous le constatons dans nos propres pays, ne fait qu'accroître les inégalités et l'écrasement de l'homme.

Pour saisir à quel point les politiques de « développement » ont échoué il convient d'observer qu'en 50 ans, les priorités affichées ont évolué. Jusqu'aux années 70, il s'agissait d'aider les pays sous-développés à atteindre le niveau économique et technique occidental. Depuis, devant l'explosion des chiffres de la pauvreté, les objectifs généralement proclamés sont plutôt la satisfaction des besoins de base et la lutte contre la misère.

Depuis 50 ans les promesses qui tendent à combattre les inégalités sont inlassablement répétées et les expériences constamment reproduites. Comment expliquer que chaque échec soit l'occasion d'un nouveau sursis et non d'une remise en cause profonde du développement ?

¹ *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, Gilbert Rist, aux presses de sciences po

Et si le « développement » était l’opium du peuple ?

Une chose est sûre, présenter une histoire du "développement" en quelques lignes est impossible. Cette tentative renvoie à une analyse plus complète insérée en annexe ainsi que sur le blog de réflexion sur le "développement" : <http://boribana.over-blog.com>.

Dans les lignes qui suivent, nous tentons d'interroger les notions d'évolutionnisme et d'universalisme à travers l'étude des besoins fondamentaux et de la pauvreté. Agir pour un autre monde ne nécessite-t-il pas la décolonisation de nos imaginaires ?

Einstein prévenait :

« On ne résout pas un problème avec les modes de pensée qui les ont engendrés ».

B. Remise en cause de concepts établis

1) Reconsidérer la pauvreté

Cette partie propose d'interroger le sens de mots souvent acceptés comme allant de soi, tels que « développement », « richesse », « misère » ou « pauvreté ». Or l'utilisation des mots renferme un sens, transpire l'histoire d'un pays et d'un peuple. Essayons donc de remettre en cause quelques concepts bien établis.

a) La généralisation du discours de lutte contre la pauvreté

La lutte contre la pauvreté a fait une apparition en force dans les discours de la communauté internationale ces dix dernières années. Par exemple, les Objectifs du Millénaire pour le Développement se proposent de « réduire de moitié avant 2015 la proportion de la population vivant dans la pauvreté extrême »². L'objectif est séduisant mais représentatif des échecs du « développement » dans la mesure où l'on est passé d'une lutte critiquable pour le « développement » de tous (voir la partie en annexe : « Le développement d'hier à aujourd'hui ») à une lutte contre la pauvreté de quelques uns.

La problématique de la pauvreté nécessite un rappel historique. En effet, on a oscillé autour de trois pôles pour s'en accommoder. Le premier est caritatif, il repose sur la compassion souvent renforcée par un sentiment d'obligation religieuse (l'aumône ou la zakat). Le second est politique et relève du maintien de l'ordre. A ce titre, il est significatif que la réaction post attentats du 11 Septembre de James Wolfenson, président de la Banque Mondiale, fût de déclarer qu'il y avait urgence à intensifier les programmes de lutte contre la pauvreté. Les pauvres dérangent et sont ainsi mis au ban de la société³. Le troisième pôle

² « Un monde meilleur pour tous » FMI, Banque Mondiale, OCDE, ONU/ Juin 2000

³ A ce titre « la grève des battus » d'Aminata Sow Fall est une lecture intéressante.

consiste à contraindre les pauvres à se rendre utile afin de bénéficier des secours que la société leur accorde. D'où la création, par exemple, des « work house » en Angleterre, lieux où les pauvres étaient hébergés en échange de leur travail sans toucher aucun salaire. Il est significatif de noter que ces « work houses » sont apparues pendant la période du Victorianisme, justement au moment où la pauvreté et la misère dérangeaient de plus en plus. Ces maisons étaient un moyen d'enfermer « le mal » et de le contrôler pour qu'il ne contamine pas le reste de la société.

L'objectif que rassemblent ces trois domaines de la lutte contre la pauvreté consiste à la rendre acceptable et non à la combattre. En effet, la combattre entraînerait une remise en cause profonde de notre société qui ne propose que des pansements sans chercher à combattre les racines du mal.

A ce titre, écoutons Majid Rahnema, ancien diplomate et ministre Iranien, auteur du livre *Quand la misère chasse la pauvreté* :

« Les politiciens et leurs experts en pauvreté se refusent à mettre en cause les raisons profondes des phénomènes de paupérisation.

Ce qui les intéresse est plutôt d'atténuer certains effets révoltants de ces disparités afin de mieux préserver les structures existantes de la société qui les crée. Préoccupés par leurs propres problèmes, bien plus que par ceux des pauvres, on les voit ainsi proposer sans cesse des mesures d'un caractère sédatif et des solutions illusoire qui, dans les faits, accroissent toujours davantage leur dépendance structurelle par rapport aux forces qui les exploitent. »⁴

Les nouveaux discours qui prétendent lutter contre la pauvreté visent-ils à la rendre acceptable ou bien à la combattre ? Même si les intentions sont bonnes, les institutions internationales pensent-elles bien la pauvreté ?

« Si votre seul outil est un marteau, tous les problèmes pour vous ressembleront à des clous. »

Mark Twain

b) La pauvreté est-elle bien pensée ?

Le discours courant soutient que toute économie « sous développée » est pauvre. Par conséquent **la croissance représente le moyen admis de lutte contre la pauvreté**. Les institutions internationales adoptent généralement une approche globale pour lutter contre la pauvreté. Ainsi, pour le PNUD, il faut refuser de « cibler les pauvres » et multiplier les dépenses sociales en faveur d'une bonne gouvernance. La Banque Mondiale cherche quant à elle à « mieux faire fonctionner les marchés en faveur des pauvres ».

Majid Rahnema, explique à ce propos :

« Le discours dominant prétend que tout pays dont l'économie n'est pas avancée est pauvre. En conséquence, produire plus et avoir une

⁴ Extrait d'une conférence prononcée par Majid Rahnema, dans le cadre du Colloque Philia/L'Agora, le 18 octobre 2003, à Orford au Québec.

économie en croissance serait la condition *sine qua non* de tout combat contre la pauvreté.

Si cela était vrai, comment expliquer que les Etats-Unis abritent en leur sein plus de trente-cinq millions de pauvres ? Le plus triste est que le discours manipulateur de l'économie a fini par faire partager à cette nouvelle masse d'individus paupérisés sa propre vision des choses. **Les mirages de cette économie sont si puissamment médiatisés que ni les « gagnants » ni les « perdants » ne se rendent compte que la course généralisée à la richesse est elle-même devenue une des causes de la destruction des vraies richesses physiques et culturelles du monde, en particulier dans les pays dits pauvres. »⁵**

Au regard de l'histoire, difficile de ne pas se poser la question, « *et si c'était le développement qui crée la pauvreté ?* » (Plus tard dans ce document nous examinerons justement l'exemple Ladakh une région de l'Inde situé dans l'Himalaya complètement déstabilisé par l'ouverture à l'économie de marché et au développement)

Nous observons donc que l'idée que la croissance est l'unique moyen pour lutter contre la pauvreté n'est pas satisfaisante. D'autre part, comme nous allons le voir la considération exclusivement chiffrée de la pauvreté ne rend absolument pas compte de ce qu'elle est pour les personnes qui la vivent.

Ainsi, on répète sans cesse : « *c'est un malheur, il y a 2,8 milliards d'humains qui vivent effectivement avec moins de deux dollars par jour, il faut les aider !* ». Pourtant, la pauvreté n'est pas mathématique et elle ne peut pas se résumer en quelques chiffres... N'existe-t-il pas des sociétés où l'économie monétaire est faible où il est pratiqué l'usage du don ? Est-il acceptable d'imposer un mode de vie au nom du « développement » et de la lutte contre la pauvreté ?

Un proverbe wolof dit à ce sujet : « **La pauvreté n'est pas d'être dépourvu de vêtements, est vraiment pauvre celui qui n'a personne** ».

« Alain Marie, chercheur, explique que « *le ressort profond de la solidarité, et plus fondamentalement, du lien communautaire est une logique de dette* ». **Est pauvre celui qui est dans l'impossibilité de distribuer de l'argent dans le cadre de la solidarité communautaire et court alors le risque de se retrouver individualisé, exclu de son réseau social ; l'individu ne pouvant plus alors compter que sur ses propres ressources matérielles. »⁶**

Comment ne pas convenir avec Alain Marie que la pauvreté ne peut être analysée sous le seul angle économique ?

Or, dire qu'il y a urgence à aider les « 2,8 milliards d'humains qui vivent effectivement avec moins de deux dollars par jour » c'est déjà considérer l'enchaînement production de marchandises => accès à la consommation => plus grand confort de vie comme une évidence et donc accepter un schéma unique de « développement ». Pourtant, le « développement » ne peut-il pas être pensé en

⁵ Interview de Majid Rahnema dans la Revue Quart Monde n°192, Novembre 2004, p.8

⁶ *Sahel : Les paysans dans les marigots de l'aide*, Marie Christine Gueneau et Bernard J. Lecomte, L'Harmattan, 1998, p.30

dehors de ce cadre ? **La pauvreté ne consiste-t-elle pas justement en l'impossibilité à définir son destin ?** En simplifiant, on pourrait se demander si avant même d'avoir accès à une formation, les enfants dit « des rues » ne souhaiteraient pas disposer du moyen de se laver, et donc d'être propre et donc d'être fier et donc de pouvoir aller à la formation proposée ? (Voir à ce sujet la partie sur la Cour aux Cents Métiers au Burkina Faso) **Les « pauvres » ne souffrent-ils pas davantage de leur non-reconnaissance, d'une perte de leur dignité autant que de l'absence de ressources économiques ?**

Comment sortir d'une considération uniquement chiffrée de la pauvreté alors que celle-ci loin d'être un ensemble de chiffres est avant tout un ensemble d'individus, d'être humains qui se voit tous les jours refuser les droits que nous tenons pourtant pour universels ?

Comme le dit Majid Rahnéma :

« Si nous sommes sérieux dans notre intention d'apporter une réponse adéquate à la question de la pauvreté, il nous faut changer à la fois nos modes de penser, d'agir et de vivre en commun. »⁷

c) Qu'est-ce que la misère ?

Les personnes qui vivent dans l'exclusion ont-elles envie de plus de confort matériel ou bien de la restauration de leur dignité, de la maîtrise de leur destin ? Probablement des deux. **Cependant le postulat qui consiste à dire que c'est par l'accroissement des biens matériels que l'on peut lutter contre la misère s'inscrit dans la logique dominante qui consiste davantage à rechercher un développement du « plus avoir » que du « mieux être ».**

Ce qu'il y a de plus étonnant c'est que ces constats sont partagés par tous mais qu'il demeure évidemment un énorme fossé entre les déclarations et les applications. Voici par exemple un extrait du site internet de la Banque Mondiale :

« La Banque mondiale postule que les individus qui vivent dans la pauvreté doivent être considérés non pas comme une charge mais comme ceux qui sauront mieux que tout autre trouver des moyens créatifs d'éradiquer la pauvreté. Les pauvres ne veulent pas la charité, ils veulent des opportunités et, dans bien des cas, les programmes de développement au niveau des communautés peuvent leur fournir ces opportunités.[...] Fait encore plus important, la détermination de la Banque à éliminer la corruption a déclenché une riposte d'envergure réellement mondiale. La Banque est également déterminée à s'assurer que les projets qu'elle finance ne donnent lieu à aucune corruption. »

d) Interroger la richesse ?

Un proverbe Tswana dit **« là où il n'y a pas de richesse, il n'y a pas de pauvreté. »**

⁷ Interview de Majid Rahnéma, *op. cit.*

A la lumière de ce proverbe se pose la question : Peut-on reconsidérer la pauvreté sans reconsidérer la richesse ? N'est-il pas nécessaire de s'interroger sur les méthodes de prédatons et de dépossessions qui ont permis aux pays dit « développés » de devenir aussi « riches » ?

Il convient, en tout cas, de comprendre que si problème il y a, il ne se crée pas seul. Il a des causes historiques. La richesse est le revers de la médaille pauvreté. Alors, comment ne pas reconsidérer la pauvreté sans en faire de même avec la richesse ?

Il ne s'agit pas, pour autant, de lutter contre la richesse mais bien pour la démystification de la supériorité qu'apporterait la richesse matérielle.

Afin de mettre en lumière la pensée restrictive que nous avons bien souvent de la « pauvreté » et du « développement » nous allons à présent étudier l'exemple du Ladakh - une région dans l'Himalaya Indien - où l'on peut dire que le « développement » a « créé de la pauvreté ».

2) Quand le développement crée la pauvreté : l'exemple du Ladakh

Jusque dans les années 70, la société ladakhie était une société empreinte de relations humaines fortes entre les habitants de la région. Cette société a certainement aussi fabriqué des mécanismes d'exclusion ce qui est propre à chaque société. Cependant, les gens vivaient ensemble dans des villages une vie où chacun avait sa place, son utilité, tous étant au service de la communauté. Vie laborieuse aussi, bien sûr, mais où le dénuement matériel n'était pas signe de misère ni d'isolement, où la famine n'existait pas, où le travail n'était pas une aliénation. Les êtres humains se sentaient respectés et fiers d'être ladakhie.

A partir des années 70, le Ladakh va « s'ouvrir au monde ». Sans verser dans un manichéisme excessif ou simplificateur, nous nous apercevons que petit à petit, le tourisme, l'influence occidentale et le modernisme vont bouleverser les repères et les mentalités. Pas à pas, le processus de "développement" va s'accompagner d'une montée du sentiment d'infériorité chez les "sous-développées" et d'un rejet de leur propre culture. Nous nous apercevons alors que la pauvreté peut prendre plusieurs visages : celle du dénuement matériel, qui était autrefois bien vécu au Ladakh, et celle de la misère sociale, liée à un complexe d'infériorité, qui ravage aujourd'hui la société ladakhie.

Loin d'être figée, la société ladakhie avait trouvé un équilibre qui faisait de l'Homme un outil au service de la communauté. Cet équilibre résidait dans l'accumulation de l'expérience acquise par les anciens. La confrontation avec la logique d'accumulation propre au « développement » a fait voler en éclats des siècles d'accumulation de savoirs.

En effet, avant l'ouverture au monde « Occidental » et à la société de consommation des années 70, il n'y avait pas de « chômage » au Ladakh, personne ne vivait dans la rue, les jeunes n'avaient pas honte d'être ladakhie...

Aujourd'hui le chômage et les personnes sans domicile sont en constante expansion...⁸

Majid Rahnema explique très bien ce phénomène.

« Avec le développement, la diffusion des besoins socialement fabriqués s'accélère. **Le poids des médias, du tourisme de masse, et la pression exercée par le modèle occidental, imposent une véritable domination symbolique et donc une volonté d'accession à la consommation. Certains pourront y accéder certes, mais d'autres en seront exclus et ceux-là connaîtront la misère.** Misère matérielle d'abord, mais aussi, puisque les autres s'écarteront d'eux pour rentrer dans des logiques de consommation et d'accumulation, misère sociale.

C'est ainsi que l'exclusion économique s'accompagnera ensuite d'une misère sociale, relationnelle, puisque ces personnes se verront mises à l'écart du train du développement pris par ceux qui auront su et voulu s'adapter au modèle proposé par l'occident. Le développement a créé de la richesse pour quelques uns et a transformé la pauvreté de la majorité en misère généralisée. »⁹

A travers cet exemple, il ne s'agit évidemment pas de prôner le renfermement sur soi, ou de faire écho au mythe du « bon sauvage » qui veut que les sociétés dites traditionnelles (cette notion étant elle-même complètement questionnable, voir dénué de sens) étaient toutes des sociétés heureuses.

Il s'agit simplement de prendre conscience que le « développement » n'est pas forcément une bonne chose et que ce processus peut s'avérer très négatif pour les populations qui le vivent. Il convient donc de s'interroger sur le type de développement que nous voulons. Ou plutôt il convient de permettre à chaque peuple, chaque pays et chaque personne de décider de la manière dont il voudrait chercher à « mieux-vivre ».

Comme le souligne l'auteur Malien Amadou Hampaté Ba :

*« Nous ne tenons nullement à maintenir de façon stationnaire des cultures traditionnelles ; tout n'est pas bon à retenir. Tout ce qui vient de l'occident n'est pas non plus à rejeter. Nous voulons que nos cultures avancent dans la continuité de leurs valeurs fondamentales et de leur histoire. **C'est ce que j'appelle s'ouvrir sur l'avenir sans perdre le passé.** »*¹⁰

Après ce questionnement sur les notions de « développement » et de « pauvreté » nous allons à présent nous intéresser à l'approche dite des « besoins fondamentaux », un concept encore très en vogue aujourd'hui dans le milieu des ONG.

⁸Pour plus d'information sur cette exemple voir le livre d'Helena Norberg-Hodge, « Quand le développement crée la pauvreté : l'exemple du Ladakh ».

⁹ L'argumentation de Majid Rahnema est reprise par Florence Rodhain et Claude Llena dans un article intitulé *Changer les mots à défaut de changer les choses ? - Le Développement peut-il être durable ?*

¹⁰ Extrait du travail de préparation au séminaire « L'extrême pauvreté et l'exclusion en Afrique » organisé en 1982 par ATD Quart Monde

3) Critique de l'approche des « besoins fondamentaux » : leurs besoins ou nos intérêts ?

La finalité du système d'aide n'est-elle pas de satisfaire les besoins de l'homme ? C'est ce qu'il est normal de croire mais la réalité est souvent plus complexe. L'offre d'aide répond fréquemment à notre propre vision des problèmes et à nos propres intérêts. Le système finit alors par rouler pour lui. Dans les années 70 apparaît une approche dite des « besoins fondamentaux » qui considère l'aide au développement uniquement à partir de quelques besoins minimums reconnus comme universels. L'approche des *besoins fondamentaux* se révèle ambiguë : qui, du système d'aide ou des personnes avec qui l'on développe le projet, satisfait les besoins de l'autre ?

« L'approche des besoins fondamentaux (...) dont l'objectif est de permettre aux plus pauvres d'intégrer le système économique par la satisfaction de leurs besoins « primaires » (...) connut un succès tant du côté des organisations internationales que de celui des ONG ; succès qui peut s'expliquer par la cohérence de l'approche avec l'économie dominante : la satisfaction des besoins matériels justifie la production de biens. **Le retentissement de cette approche s'explique probablement aussi par son caractère politiquement neutre, qui ne remet pas en question les rapports de force existants ni ne propose de changements structurels. Ce succès perdure de nos jours. L'analyse des besoins constitue en effet, un élément de base dans bien des méthodes d'identification de projet.** »¹¹

« Enfin il faut souligner le manque de pédagogie de **l'approche par les besoins ou par les problèmes car elle utilise une porte d'entrée dévalorisante : par le négatif, par ce qui manque, ce que les paysans ne savent pas faire.** Ce faisant, elle pointe le doigt sur leurs faiblesses et leur incapacités. En outre, la recherche des besoins conduit à dresser des listes comme autant de doléances et lorsqu'un besoin est satisfait, l'accent se trouve alors mis sur l'insatisfaction de tous les autres besoins. »¹²

Cette approche dite « des besoins fondamentaux » qui s'appuie sur l'analyse de la pyramide des besoins de Maslow, induit l'idée qu'il faut satisfaire des besoins matériels avant des besoins non quantifiables comme les besoins de spiritualité, besoins psychologiques... Or dans les faits nous nous apercevons que ceux qui vivent dans la grande « pauvreté », de la même manière que nous même, ont un ensemble complexe de besoins qui se manifestent conjointement.

Joseph Wresinski le fondateur du Mouvement ATD Quart Monde insiste beaucoup sur ce point :

« Les plus pauvres nous le disent souvent : ce n'est pas d'avoir faim, de ne pas savoir lire, ce n'est même pas d'être sans travail qui est le pire malheur de l'homme. Le pire des malheurs est de vous savoir compter pour nul, au point où même vos souffrances sont ignorées. Le pire est le mépris de vos concitoyens. Car c'est le mépris qui vous

¹¹ *Sahel : Les paysans dans les marigots de l'aide*, Marie Christine Gueneau et Bernard J. Lecomte, L'Harmattan, 1998, p.89

¹² *Sahel : Les paysans dans les marigots de l'aide*, op. cit. p. 94

tient à l'écart de tout droit, qui fait que le monde dédaigne ce que vous vivez et qui vous empêche d'être reconnu digne et capable de responsabilités. Le plus grand malheur de la pauvreté extrême est d'être comme un mort-vivant tout au long de son existence. »¹³

Conclusion

Nous retenons de cette analyse que pour celui qui souhaite lutter contre la misère, il convient de ne pas chercher à définir de besoins universels minimums mais bien de donner les moyens aux personnes qui vivent dans l'exclusion d'une part de définir ce dont ils ont envie et d'autre part de les soutenir dans les initiatives qu'ils peuvent porter pour réaliser ces envies.

Cela nécessite de prendre le temps de créer les conditions d'une véritable rencontre qui peut permettre de comprendre ce que les gens cherchent à vivre et donc de comprendre ce que nous pouvons faire ensemble pour contribuer à cela, pour les soutenir dans cette démarche.

Claude Heyberger, qui a travaillé 10 ans au Burkina Faso explique : « ***Il n'y a pas de rencontre entre celui qui sait et celui qui ignore, entre celui qui croit savoir et celui qui pense qu'il ignore, entre celui qui a et celui qui demande, entre celui qui a tort et celui qui a raison...***
La rencontre n'est pas une démarche initiale, elle est la condition permanente d'une relation patiente dans laquelle personne n'impose rien à personne. Dans la rencontre, chacun peut exister dans son savoir, son expérience, sa pensée, sa fierté. Elle est réciproquement valorisante. Elle doit encourager chacun à être en mesure de poser des gestes pour le bien de ceux qui l'entourent et ainsi contribuer à redonner sens à sa vie. »¹⁴

La tentation est forte d'orienter un programme de « développement » dans le sens ou personnellement nous voulons aller. Mais n'est-ce pas imposer sa propre vision du monde aux autres ? Et donc considérer les personnes vivant dans l'exclusion comme incapables de prendre leur destin en main, tout comme nous avons déclaré les nations tout juste indépendantes au lendemain de la seconde guerre mondiale incapables de se diriger elle-même ?

Il convient donc de distinguer d'une part nos gestes de la vie quotidienne emprunt de la manière dont nous voulons le monde de demain et d'autre part l'investissement auprès des personnes vivant dans l'exclusion qui nécessite de se mettre à l'écoute, d'apprendre à leurs cotés et non d'imposer sa vision du monde.

¹³ *Les plus pauvres révélateurs de l'indivisibilité des droits de l'homme*, Joseph Wresinski, Cahier de Baillet, Editions Quart Monde, p.23

¹⁴ Extrait de l'intervention de Claude Heyberger, qui a travaillé 10 ans au Burkina Faso pour ATD Quart Monde, lors de la conférence à 3A sur le thème : « Les projets de développement, Les projets humanitaires, qu'en sais tu ? » le 8 mars 2005. Retrouvez l'intégralité de son intervention sur le site : <http://boribana.over-blog.com>

Pour finir cette partie, nous voulons insister sur le fait qu'il est important de comprendre que cette réflexion n'est pas seulement de l'ordre de la masturbation intellectuelle sur des notions théoriques, mais bien un pré-requis à l'action et qu'elle nous amène à revoir notre manière de faire des projets et même à nous interroger sur notre mode de vie. Nous développerons cette idée dans la conclusion générale du document.

II. De la réflexion globale sur le « développement » à nos « projets de développement »

A. Chercher l'erreur : quelques échecs à méditer

1) Comment refaire le monde avec une truelle et un crayon ?

Voici un extrait d'un article d'Odon Vallet, paru dans le journal *La Croix* qui illustre bien les absurdités de certaines démarches entreprises par des jeunes qui veulent « aider » les « pauvres pays du Sud » :

« La truelle et le crayon »

« Avec l'été voici le retour des voyages humanitaires, versions ethnologiques des safaris photos. En un mois, des jeunes croient pouvoir découvrir et secourir des populations inconnues et des civilisations ignorées. Ils vont aider des gens dont ils ne parlent pas la langue et méconnaissent les mœurs. Les résultats sont consternants. Tel groupe d'étudiants construit une école au Vietnam alors que pas un ne sait manier la truelle : les murs ne tiennent pas debout. Tel autre va lutter contre le sida en Afrique avec des affichettes représentant des phallus géants : il scandalise la population. Tel autre encore fait du soutien scolaire au Togo pendant les vacances d'été : les lycéens togolais étant aux champs pour gagner un peu d'argent, les tuteurs français ne soutiennent pas grand monde. Et avec le prix d'un seul billet d'avion aller retour Paris – Lomé, on peut faire vivre quatre élèves africains pendant un an.

Certains de ces jeunes amènent du matériel scolaire inutile ou mal adapté qu'il aurait été moins coûteux d'acheter sur place. D'autres offrent des cédéroms à des écoles qui n'ont même pas l'électricité. (...)

Il serait dommage de décevoir l'altruisme des jeunes, mais il serait tout aussi regrettable de gaspiller leurs ardeurs par des efforts inutiles et de dilapider leur enthousiasme par des gestes inefficaces. »

Sûrement peut-on trouver cet article un peu caricatural, mais il a le mérite de nous mettre face à une situation qui pose véritablement problème dans de nombreux pays du Sud.

En effet, n'est-il pas nécessaire de comprendre et d'accepter que ce n'est pas en partant 3 semaines ou un mois dans un pays « pauvre » que nous allons changer la face du monde, ni même aider qui que se soit si ce n'est soi-même. Il serait

même important de se rendre compte que dans 90% des cas, ces « voyages humanitaires » peuvent s'avérer totalement inutiles, voir même contreproductifs.

Pourtant l'idée d'aller à la rencontre de l'autre n'est pas négative en soi... Seulement il faudrait chercher à repenser la plupart de ces « camps chantiers » ou autre voyage humanitaire pour qu'ils deviennent de véritables moments d'échanges et d'enrichissement mutuels.

Finalement, il s'agit de sortir d'une logique d'assistance pour rentrer dans une logique d'échange.

« Pour un occidental qui part plein d'enthousiasme participer à un projet de développement au Sud, dix occidentaux y sont déjà et font des dégâts qui nécessiteraient des milliers de projets de développement pour y remédier. Pire, parmi ces occidentaux qui partent plein d'enthousiasme et de belles intentions, la majorité fera, par inexpérience, manque de maturité ou pure bêtise, l'inverse de ce qu'il faudrait faire, et sûrement plus de dégâts que si elle n'était pas venue. »

Parole d'un responsable d'ONG

2) Il ne suffit pas de vouloir faire le bien pour bien faire : l'exemple du don de vélo dans un village au Burkina Faso

Illustrons par un exemple concret les effets négatifs que peut avoir un projet qui partait pourtant avec les meilleures intentions du monde.

Problème repéré par une ONG française dans un petit village au Burkina : les enfants du village doivent marcher pendant 1h30 pour aller à l'école.

Solution proposée : l'ONG a décidé d'offrir un vélo à chaque enfant du village pour qu'il puisse aller à l'école plus rapidement. En plus cette solution rentre dans la mode du « développement durable » puisqu'elle est à la fois simple et écologique.

Résultat à court terme : Les enfants ne mettent plus que 30 minutes pour aller à l'école !

Résultat à moyen terme : Les vélos commencent petit à petit à s'abîmer. Les villageois ne disposant pas suffisamment de pièces de rechange ils sont dans l'impossibilité de réparer les vélos.

Le constat pourrait s'arrêter là et il serait très classique dans le monde des projets de développement : « un coup d'épée dans l'eau ». Une ONG a voulu bien faire, mais elle n'a pas été au bout de son projet. Tant pis, ce projet n'aura servi à rien...

Mais le problème c'est qu'il n'a pas servi à rien, il a servi, mais pour faire du « mal ».

Résultat à long terme : Non seulement les villageois se sont retrouvés sans vélo mais en plus ils ont été humiliés. En effet certains des villageois se sont dit après coup : « On doit vraiment être cons, puisque des gens sont venus de loin pour nous aider et que nous n'avons même pas été capables d'entretenir le matériel qu'ils nous ont donné... on est des moins que rien... ».

En effet le fait d'être obligé de recevoir l'aide de quelqu'un est toujours un peu humiliant, mais le fait de ne pas réussir à se servir de cette aide l'est encore plus.

Quand on cherche à creuser plus profond on s'aperçoit donc de la possible perversité « inconsciente » de ce genre de projet.

En effet la prochaine association qui va venir faire un projet dans ce village va se trouver face à des personnes très réticentes, voir ouvertement hostiles, car elles n'auront pas envie de « se faire avoir » une nouvelle fois. **Pendant ce temps dans un processus d'inversement de la réalité devenu classique dans les relations Nord-Sud, les membres de l'association risquent de se dire, « mais c'est quand même incroyable, ces gens ne veulent même pas qu'on les aide ! »**

Parfois il vaut mieux ne rien faire que de mal faire... C'est pour cela qu'il nous paraît aussi fondamental de prendre un vrai temps de réflexion et de rencontre avant de monter un projet.

B. L'exemple positif de la Cour au cent Métiers à Ouagadougou

Comme exemple positif de projet, nous avons décidé de vous parler de la « Cour aux cent métiers » à Ouagadougou au Burkina Faso, un projet mené par l'association ATD Quart Monde.

« Jamais l'homme n'est aussi grand que quand il se fait tout petit. »

Joseph Wresinski, fondateur d'ATD Quart Monde

Sauf indications contraires toutes les citations seront donc des extraits du livre : *La Cour aux 100 Métiers*, écrit par Michel Aussedat et publié aux Editions Quart Monde en 1996.

Le point de départ de ce projet est très simple, deux « volontaires permanents¹⁵ » d'ATQ Quart Monde décident de partir à Ouagadougou, la capitale du Burkina pour chercher à voir comment il pourrait apporter leur soutien aux enfants qui vivent dans la rue.

Pendant les deux premières années ils ont été simplement cherchés à rencontrer véritablement ces enfants en étant à leurs côtés afin de s'imprégner de leur

¹⁵ Les volontaires permanents du Mouvement ATD Quart Monde sont des hommes et des femmes d'origine et de formations diverses, qui rejoignent durablement les populations très exclues de par le monde.

environnement, de comprendre leurs envies, leurs rêves, leurs ambitions ainsi que les mécanismes de solidarité qui existaient déjà entre les enfants des rues eux-mêmes et entre ces derniers et les habitants de la capitale burkinabée.

« Vivre cette première étape sans engager d'action, dans un contexte où les besoins sont énormes, est une difficile exigence, autant pour nous que pour ceux qui nous accueillent. A bien des égards, ce temps pourrait apparaître comme un gaspillage, un luxe inutile. **Mais l'expérience montre que, quelle que soit le pays, cette première étape consacrée à la « connaissance » est nécessaire et décisive pour rejoindre la population très pauvre et gagner sa confiance.** » p.15

Les volontaires cherchent à se rapprocher des enfants qui paraissent les plus reclus :

« Parmi tous ces enfants et ces jeunes étroitement mêlés à l'activité de la ville, nous parvenons peu à peu à en distinguer quelques-uns se tenant à l'écart. Des passants nous mettent en garde, nous conseillant de ne pas les approcher ». p.17

Ils cherchent à établir un vrai climat d'échange avec les enfants qui ne soit pas basé sur l'aide :

« A chaque fois, nous ne manquons pas de les saluer dans leur langue, le mooré, ce qui ne manque pas d'amener un grand sourire, comme de nous voir nous déplacer à pied plutôt que de prendre notre mobylette. **Sans céder à leur demande d'argent, de vêtements ou de médicaments, nous tachons de manifester à leur égard un signe d'attention, une marque de considération : une poignée de main, quelques mots, nos prénoms échangés.** » p.18

Très souvent les enfants essayent d'attirer la pitié sur eux, en parlant très mal de leurs parents, mais les volontaires refusent d'accepter cela :

« Nous freinons les confidences : **notre amitié n'exige pas qu'ils se découvrent ainsi ni qu'ils soient obligés de mentir pour attirer sur eux notre attention.** Au contraire, nous ne pouvons pas accepter qu'ils déshonorent leur famille. La souffrance de tous les parents pauvres rencontrés en Europe, impuissants à offrir un avenir à leurs enfants, nous revient de plein fouet. **Affrontant les enfants, nous exigeons d'eux qu'ils accordent le même respect à leurs parents que celui que nous leur accordons en dépit de leur mauvaise réputation.** A ce prix seulement naîtra une réelle amitié entre nous. » p.25

Les jeunes qui vivent dans la rue ont beaucoup de mal à trouver du travail :

« Amidou, quinze ans : *Quand tu cherches du travail, on te demande où est ta famille et, comme ta famille est loin, on ne te prend pas. **Si tu arrives à Ouagadougou et que tu n'as personne, personne ne te prend.*** » p.27

« Mathias, 18 ans : *Les enfants ont peur, ils ne veulent pas s'engager ailleurs et ils restent à la gare. Ils se débrouillent. **Tu as une idée du boulot et tu crois que, partout, ça va être pareil.** Tu penses que, partout, on fera tout pour te critiquer, soi-disant que tu as perdu quelque chose, pour pouvoir ne pas te payer ou te chasser.* » p.27

Beaucoup d'enfants ont le sentiment angoissant d'être devenus inutiles et irrécupérables :

« Mouni, quatorze ans : *Personne n'est né pour ne rien savoir. Des gens essayent de nous décourager en citant des proverbes bizarres comme : « Est-ce que le bois sec peut donner du fruit ? » Ou bien ils nous disent que nous sommes devenus comme du bois sec qui ne peut plus plier. Mais moi, je me bouche les oreilles pour ne pas entendre.* » p.31

La première « action » au sens courant - en réalité la rencontre est déjà une action en soi - des volontaires est de mettre à dispositions des enfants, sur leur demande, un robinet pour se laver.

« Ali quinze ans : *Si tu es sale, il est impossible que tu trouves du travail.* » p.33

En effet, à cause de la saleté et de la honte qui en découlait les enfants n'osent plus chercher du travail, aller au dispensaire et encore moins retourner au village.

Beaucoup d'enfants n'osent même plus aller voir les associations qui faisaient des distributions de nourriture et de soins ! Les associations qui avaient critiqué la démarche d'ATD Quart Monde comme trop lente se retrouvent dans une position paradoxale où les « bénéficiaires » de leur programme n'osent plus aller bénéficier de leur aide... Apparaît alors la question de la causalité : on pouvait penser que les jeunes sont sales parce qu'ils sont pauvres, mais l'inverse est aussi vrai.

Il faut toujours faire très attention aux signaux qu'on envoie aux enfants : l'exemple de la paire de chaussure qui divise.

François est un jeune qui a laissé tomber ses études. Aujourd'hui il garde les mobyettes devant la gare, car il a honte de retourner dans son village et d'être considéré comme un bon à rien.

Sur la demande d'autres jeunes de la gare, les volontaires vont rencontrer François et essayer de le soutenir pour qu'il puisse reprendre ses études dans un cours du soir, ce dont il rêve. **Cela marche, et devant ses bons résultats du premier semestre, les volontaires décident de lui offrir une paire de chaussures pour l'encourager.**

« Les jeunes, qui nous avaient interpellé auparavant, viennent alors chacun à leur tour exprimer leur profond mécontentement. Qu'est-ce qui justifie que François ait reçu une paire de chaussures ? **Est-ce que leurs efforts à eux comptent moins que lui ? Est-ce qu'ils valent moins que lui ? Et François ne va-t-il pas avoir honte d'eux maintenant ? Il y a, dans les réactions de ces jeunes, un profond désarroi, un appel de détresse pour que leur camarade ne les abandonne pas.** » p.38

« Le geste que nous avons eu leur est apparu comme une tentative pour les diviser. Tous, ils rêvent d'apprendre un métier et d'être comme les autres. Aucun n'est heureux de la vie qu'il mène, mais voilà qu'on leur signifie qu'à nos yeux un de leurs camarades a plus de courage. » p.38

Cet exemple illustre parfaitement le fait qu'il ne suffit pas de vouloir bien faire pour faire le bien...

Les volontaires s'aperçoivent que de toute évidence, il faudra permettre à ces enfants d'être accueillis dans le monde du travail :

« Mais cela devra se faire à partir d'un rassemblement où tous seront solidaires. Que jamais la réussite de l'un ne devienne l'humiliation de l'autre. Que la réussite de l'un, au contraire, devienne la fierté de tous. » p.39

Les volontaires envisagent alors la création d'ateliers professionnels dans la cour. Mais avant cela il faut déjà construire les bâtiments qui accueilleront ces ateliers.

Les volontaires décident alors de proposer à quatre jeunes des plus fragiles, des plus démunis pour travailler sur ce chantier :

« Avec ces quatre jeunes, la réussite n'est pas certaine. D'aucuns nous reprochent notre inconscience, mais une seule chose nous préoccupe : dès le départ, il faut garantir que ce projet de « partage du savoir » soit accessible à tous les enfants, à commencer par les plus démunis d'entre eux. » p.39

Il faut du temps pour convaincre les jeunes de participer à ce chantier. Ils n'ont pas confiance en eux et hésitent à accepter. Mais après de nombreuses discussions, ils finissent par accepter le défi.

« Malgré les difficultés, Madi, Alexis, Sayouba et Lamine tiennent bon. Sur le chantier, ils expérimentent les différentes étapes de la construction des bâtiments et découvrent l'importance des travaux de finition. Nous effectuons avec eux toutes les tâches ingrates, refusant de les cantonner à des rôles auxiliaires et Matthieu, l'artisan maçon, a compris la nécessité d'accorder son rythme au leur : il est impossible de leur donner un programme de travail pour la matinée et de les laisser se débrouiller seuls. » p.40

Au terme de deux mois et demi de chantiers les deux bâtiments sont construits !

Réactions d'Alexis : « Il n'y a pas d'enfants qui ne veulent pas travailler. Moi-même je ne savais pas que je pouvais construire les murs, tôler une maison et même apprendre l'électricité et le crépissage » . p.40

En voyant ce qu'ont construit ces quatre jeunes auparavant méprisés par chacun, les autres enfants sont impressionnés et se disent, « mais s'ils sont capables de construire ces bâtiments, alors nous aussi on peut le faire ! »

Ainsi en choisissant de travailler avec les plus fragiles, les volontaires ont lancé une dynamique positive qui redonne espoir et confiance en eux à tous les enfants qui vivent dans la rue, même ceux qui n'ont pas participé au chantier.

ATD Quart Monde décide donc d'organiser des stages de formations dans ces nouveaux locaux :

« L'objectif de ces ateliers n'est pas de créer un centre d'apprentissage dans la cour mais de réunir des enfants et des jeunes autour d'un artisan, le temps d'un stage. **Qu'ensemble, ils prennent part à la connaissance de leurs aînés s'émerveillent de la richesse des métiers et retrouvent confiance en leur capacité d'apprendre.** Qu'ils réalisent de leurs mains quelque chose de beau et d'utile pour leur communauté et de là s'ouvrira - peut être - un chemin vers la formation et le travail ». p.43

Joseph Wresinski, le fondateur d'ATD Quart Monde, s'enthousiasme pour ce projet et dit : « *Ce devrait être une **Cour aux cent métiers !*** »

S'en suivent donc des stages de menuiserie, de poterie, de mécanique, couture...

Ousmane, 15 ans, suite à un stage de maçonnerie : « *Je ne m'attendais pas à être là. Par coup de chance, vous m'avez appelé pour suivre ce stage qui va me soutenir dans la vie. Je ne sais pas ce que me réserve l'avenir. Comme j'ai appris quelque chose, je me mets à l'idée que je pourrais retourner chez mes parents et qu'ils seront fiers. Comme, avant, je ne faisais rien, il y avait des rancunes. Si tu ne peux pas donner quelque chose à tes parents, cela ne va pas.* » p.46

L'histoire se poursuit avec une participation plus large à la vie de la ville : représentation théâtrale, participation au FESPACO,...

A partir des exemples positifs et négatifs cités ci-dessus, de nos lectures, de nos rencontres et de nos propres expériences de stage, nous allons à présent essayer de dégager quelques points fondamentaux à prendre en compte lors de l'élaboration d'un projet.

Sans vouloir faire ressortir une méthodologie unique sur la manière de monter un projet qui se fasse réellement au rythme de chacun, c'est-à-dire d'abord des plus fragiles, il nous paraît important de chercher à toucher du doigt certains des éléments qui peuvent être les clefs d'un projet où les habitants se sentent réellement acteurs et initiateurs d'un projet.

III. Repères pour l'action : quels sont les « Facteurs Clés de Succès » d'un projet ?

A. Ne pas oublier notre responsabilité

Il est important d'insister sur le fait que chaque action et *a fortiori* chaque projet que l'on entame aura des conséquences profondes sur les gens avec qui l'on travaille et donc qu'il faut bien réfléchir avant d'agir. **Vouloir travailler dans le monde du « Développement » c'est avant tout une lourde RESPONSABILITE.**

Il est primordial de se rendre compte de l'espérance que les personnes concernées par les projets sur lesquels nous sommes amenés à travailler placent en nous. Nous sommes donc responsables vis à vis d'eux. Nous ne pouvons pas aller nous former à l'étranger au détriment des populations locales, « sur le dos des autres ». En effet, l'Afrique, l'Asie, l'Amérique du Sud ne peuvent pas être perçus comme de formidables « cours de récréation » où nous pourrions aller nous confronter au réel grâce à nos échecs,... Car le problème est que ce réel, ce sont des êtres humains !

B. Pas de recette miracle, mais des éléments fondamentaux à ne pas oublier :

1) L'importance de prendre le temps de la rencontre

Pour les personnes vivant dans des situations de grande pauvreté, s'engager dans un projet de développement revient à prendre un risque, à sortir d'un « sentier d'équilibre », même si celui-ci est précaire. Il est donc primordial de prendre le temps de réellement rencontrer et comprendre les personnes avec qui l'on souhaite avancer ensemble.

« Pour les populations, les propositions d'un projet d'aide au développement sont souvent considérées comme une aventure. Une tentative de faire autrement. C'est un pari sur le succès, voire sur la chance. Pour les plus pauvres, ceux qui vivent au jour le jour, participer à un projet est donc éminemment risqué. Or, être au seuil de survie interdit de s'écarter du chemin habituel. Pas de droit à l'erreur, toute initiative nouvelle comporte un risque de tomber plus bas. Par exemple : essayer d'épandre de l'engrais ; et s'il brûle la récolte ? Stocker les céréales dans un grenier collectif : et si les grains s'abîment ? Epargner : et si le gérant s'enfuit avec la caisse ? Une paysanne du Mali raconte, en se moquant elle-même de son attitude passée : « *Quand mon mari m'a dit que le projet lui demandait de changer sa manière de cultiver le riz, j'ai pleuré. J'avais peur. Je croyais qu'on allait tout perdre !* ». En réalité, les plus pauvres ne déploient pas des stratégies de maximisation de profits mais de minimisation des risques. »¹⁶

¹⁶ Sahel : Les paysans dans les marigots de l'aide, Marie Christine Gueneau et Bernard J. Lecomte, L'Harmattan, 1998, p.28

On peut ainsi s'apercevoir que dans l'exemple de la Cour au Cent Métiers, que les volontaires ont attendu deux ans avant de faire le premier chantier de maçonnerie avec les enfants. Cela peut apparaître comme un temps très long avant d'entreprendre une « action », mais en réalité, **la rencontre est déjà une action en soi !**

Claude Heyberger, qui a travaillé 10 ans au Burkina Faso explique : « ***Il n'y a pas de rencontre entre celui qui sait et celui qui ignore, entre celui qui croit savoir et celui qui pense qu'il ignore, entre celui qui a et celui qui demande, entre celui qui a tort et celui qui a raison...***
La rencontre n'est pas une démarche initiale, elle est la condition permanente d'une relation patiente dans laquelle personne n'impose rien à personne. Dans la rencontre, chacun peut exister dans son savoir, son expérience, sa pensée, sa fierté. Elle est réciproquement valorisante. Elle doit encourager chacun à être en mesure de poser des gestes pour le bien de ceux qui l'entourent et ainsi contribuer à redonner sens à sa vie. »¹⁷

2) Refuser l'assistantat

« Dès le départ la Cour aux cent métiers ne s'est pas bâtie en réponse aux demandes d'assistance des enfants en vêtements, en nourriture, en médicaments, ni pour suppléer à leur manque de logement ou de travail. Non seulement les moyens nous manquaient mais, surtout, une telle prise en charge risquait de rendre dérisoire leurs propres efforts et de les marginaliser d'avantage encore du fait d'une dépendance dont, au plus profond d'eux-mêmes, ils ne voulaient pas. »¹⁸

Si l'assistantat n'est positif pour personne de Paris à Dakar en passant par La Paz, il faut souligner, de plus, qu'il est source de quiproquos culturels et va à contre sens de l'envie des personnes « aidées ». En effet, comme l'explique Clair Michalon¹⁹ :

« C'est la montée de la solitude dans nos sociétés industrielles qui génère un besoin de solidarité, perçu en fait comme un moyen de recréer les liens sociaux dont l'absence se fait cruellement sentir. »

Or, les groupes sociaux qui vivent dans la précarité matérielle vivent les rapports sociaux sous le rapport d'allégeance :

« Il n'est pas rare que la traduction du terme solidarité, au sens européen du terme, donne, en Afrique ou ailleurs, allégeance, c'est-à-dire rapport de soumission d'une génération sur l'autre, dans une vision verticale du rapport social. « Se connaître est une dette » dit on au Congo. »

Que peut on conclure de cela ?

¹⁷ Extrait de l'intervention de Claude Heyberger à 3A, *op. cit.*

¹⁸ *La Cour aux 100 métiers*, Michel Aussedat, Editions Quart Monde, 1996, p.92

¹⁹ Différences culturelles, mode d'emploi, Clair Michalon aux éditions SEPIA, p74 à 78.

« Or justement ces rapports d'allégeance sont probablement ceux qui pèsent le plus sur l'initiative, sur la liberté de l'homme. Beaucoup de jeunes urbains, dans les pays à la recherche de l'industrialisation, ne rêvent aujourd'hui que d'une plus grande liberté, c'est-à-dire moins d'allégeance. »

Cependant, il est possible de sortir de la logique de l'assistance mais cela exige de prendre en compte ce que les personnes vers lesquelles on se dirige demandent, d'appuyer leurs initiatives et de soutenir leurs projets.

Il est important de comprendre que l'idée de « soutenir les envies, les projets des personnes vivant dans des situations difficiles » est évidemment loin d'être facile.

Comme tous les êtres humains, ces personnes ont des envies et donc des projets contradictoires. « Soutenir les initiatives » des gens n'est pas juste une pétition de principe. Cela demande en réalité un travail énorme, car c'est très difficile de comprendre ce que « veulent vraiment » les gens et donc ce qu'il faut soutenir.

Dans le fond c'est cela le défi principal de tout projet qui réunit des personnes venant d'horizons différents : réussir à créer une véritable rencontre qui va nous permettre de s'aborder sur un pied d'égalité. Il est important de créer une relation de confiance et d'amitié qui va permettre de comprendre ce que les gens cherchent à vivre et donc de comprendre ce que nous pouvons faire ensemble pour contribuer à cela, pour les soutenir dans cette démarche.

Ce travail de rencontre demande beaucoup de temps, plusieurs années. En effet au départ, les personnes vivant dans des situations difficiles nous demandent ce qu'elles pensent que nous pouvons leur apporter selon la casquette que nous portons : de l'argent, un puit, des livres, des médicaments,... C'est seulement petit à petit en initiant un authentique dialogue que nous pourrons commencer à définir ce qu'on peut et veut faire ensemble.

C'est véritablement le type de relations que l'on crée - ou pas - qui va décider de la nature du chemin que l'on pourra emprunter ensemble.

3) S'adapter réellement aux personnes les plus fragiles tout en gardant des exigences fortes.

« [Dans le cadre de le Cour aux Cent Métiers] les temps d'évaluation avec les enfants participant aux ateliers constituent également une véritable école de formation et permettent d'adapter continuellement l'apprentissage en fonction des difficultés et des espoirs de chacun. Mais cette adaptation ne signifie pas pour autant le renoncement aux exigences de tout apprentissage.

Trop souvent en effet, face à ces enfants, la tendance est de réduire les exigences, contribuant ainsi à rendre plus durables leurs difficultés. Dans la Cour, nous insistons au contraire sur les exigences de la formation : respect des horaires, qualités du travail, responsabilisation envers le matériel et évaluation mensuelle. Tout en tenant ferme ces

exigences, il revient à l'équipe de provoquer des situations où chaque enfant peut constater qu'il progresse effectivement. Dans la Cour, les enfants aiment venir apprendre d'abord parce qu'ils sentent que leur réussite est souhaitée »²⁰

4) Chercher à rejoindre les plus démunis

Dans le cadre de la Cour aux cent métiers les volontaires expliquent :

« Comme dans tout projet qui prend forme et se développe, la tentation est grande parmi l'équipe de volontaires et d'amis de céder au désir de suivre, de réfléchir et d'agir avec les enfants les plus dynamiques, avec ceux qui s'expriment le mieux. Pour parer à cette tentation, l'équipe s'oblige à toujours retourner dans la rue, rencontrer sur leurs lieux de vie les enfants qui n'osent pas venir à la Cour, aller aux nouvelles de celui qui a manqué le cours ou l'atelier et explorer de nouveaux quartiers sans cesse à la recherche d'autres enfants. Ces rencontres dans la rue permettent de rester au plus proche de ce que vivent et espèrent les enfants. A tout moment, les actions doivent pouvoir être repensées et réajustées, dès lors qu'elles ne correspondent plus aux attentes et aux nouvelles situations vécues par les enfants les plus démunis. De cette connaissance sans cesse réactualisée peut naître une réflexion et une action ne mettant personne à l'écart. »²¹

Une autre réflexion des volontaires de la cour aux cent métiers mérite réflexion :

« Que jamais la réussite de l'un ne devienne l'humiliation de l'autre. Que la réussite de l'un, au contraire, devienne la fierté de tous. »

5) Ne pas oublier que chacun s'inscrit dans une histoire, c'est-à-dire dans une famille, une communauté, un pays.

Adama du Burkina : **« On ne peut pas vivre sans sa famille parce qu'on ne pourra jamais être heureux »**

Claude Heyberger : **« un enfant qui vit dans la rue n'est pas un "enfant de la rue" réduit à n'être que sa situation. Il est avant tout un enfant issu d'une famille, porteur d'un savoir familial, d'une éducation, et donc d'un regard sur le monde qui l'entoure. »²²**

« Ainsi, après une première étape pour reprendre force et confiance, les enfants espèrent, dans une deuxième étape, être soutenus dans des projets propres à les revaloriser aux yeux de leur famille et de leur communauté. A cette fin, toutes les activités de la Cour comptent une

²⁰ La Cour aux 100 métiers, op. cit. p.93

²¹ La Cour aux 100 métiers, op. cit. p.95

²² Intervention de Claude Heyberger à 3A, op. cit.

dimension familiale. Les fêtes annuelles, par exemple, sont avant tout une occasion pour que parents et enfants se retrouvent dans la fierté »²³

Joseph Wresinski insiste beaucoup sur l'importance de comprendre l'histoire des personnes que l'on veut rencontrer :

« On ne peut pas partager la vie d'une population très pauvre, si l'on ne comprend pas ses expériences de vie et celles que ses parents, ses grands-parents, ses ancêtres lui ont transmises. Et la population, elle non plus, ne peut pas accepter longtemps si elle ne comprend que trop confusément sa propre expérience de vie. Ne pas comprendre ensemble, c'est demeurer étranger, ne jamais vivre en frères. **Puisque, quand on ne comprend pas ce qu'a vécu une population, on ne comprend pas non plus ce qu'elle pense, et pourquoi elle pense comme elle le fait.** »²⁴

6) Tenir compte de l'existant : ne pas détruire les initiatives déjà existantes.

« **L'année 1 d'un projet est souvent assimilé à l'année « 1 » de la vie des gens. Comme si les habitants n'avaient pas été jusqu'à présent des acteurs de leur propre histoire !** Comme s'ils n'étaient pas capables d'inventer de nouvelles formes d'organisations, d'évoluer et de définir eux-mêmes leur futur. **Or, en milieu rural comme dans les quartiers urbains, il existe bel et bien une grande variété d'organisations endogènes encore trop souvent ignorées par les concepteurs de projets.** »²⁵

Pape Maïssa Fall, un animateur d'un groupement paysan de la région de Kaolock au Sénégal fait ce constat :

« *Chaque ONG, chaque projet d'appui vient avec sa stratégie et ses cibles. Chacun, comme le font les hommes politiques, veut avoir sa zone d'intervention. Ils ne tiennent pas compte de ce qui existe déjà. Ils proposent de nouvelles choses alors qu'il y a des initiatives. Ils étouffent tout cela...* »²⁶

L'approche des « besoins fondamentaux » décrite dans la première partie de ce document, qui est une approche encore très courante dans le milieu des ONG, est justement une approche qui n'accorde pas d'attention aux efforts propres des populations. **Elle s'intéresse peu aux initiatives déjà prises, elle ignore ce que les populations savent, ce qu'elles font, ce qu'elles réussissent. Elle néglige leurs ressources propres.**

Pourtant les habitants des pays dans lesquels nous souhaitons travailler n'ont pas attendu la venue d'ONG du Nord pour essayer de mettre en place de mécanismes d'amélioration de leurs conditions de vie. Il faut donc faire très attention de ne pas écraser les initiatives déjà existantes avec nos

²³ *La Cour aux 100 métiers, op. cit. p.95*

²⁴ Extrait du discours de bienvenu de Joseph Wresinski au séminaire « L'extrême pauvreté et l'exclusion en Afrique » organisé en 1982 par ATD Quart Monde

²⁵ *Sahel : Les paysans dans les marigots de l'aide, op. cit p.74.*

²⁶ *Sahel : Les paysans dans les marigots de l'aide, op. cit p.63*

« nouveaux projets ». D'où l'importance de ne pas arriver avec des projets pré-établis.

Nous concluons cette partie en insistant sur trois points qui nous paraissent être les pierres angulaires d'un projet où chacun aura sa place :

- **laisser les personnes définir elles-mêmes leurs dessein et leur stratégie**
- **identifier les initiatives existantes pour les appuyer tout en travaillant sur la complexité de la demande exprimée**
- **concevoir l'appui en complément des ressources propres du milieu.**

Conclusion

En conclusion nous voulons rappeler ce que nous disions dans l'introduction, c'est-à-dire que nous n'avons aucune prétention au savoir sur ce sujet. L'important pour nous n'est pas de chercher à avoir le dernier mot, mais plutôt le juste premier. Celui qui va nous obliger à nous interroger et à chercher à creuser plus profond. A travers ce texte nous avons simplement voulu partager avec vous le fruit de nos lectures et de nos rencontres sur un sujet qui ne cesse de nous taquiner...

L'année dernière nous avons créé un blog de réflexion sur le sujet afin de pouvoir partager les réflexions de chacun. N'hésitez donc pas à faire un tour sur le blog, <http://boribana.over-blog.com>, et à nous faire part de vos pensées. Plus que les bienvenues vos idées sont nécessaires pour avancer ensemble dans cette réflexion.

Le travail d'aujourd'hui n'est qu'un premier petit germe posé pour montrer l'importance de faire voler en éclats les postulats, les concepts, les mythes idéologiques qui entourent tout notre réflexion sur le « développement ». **En effet, il n'est pas possible d'envisager des projets dits de « développement » réellement respectueux de chacun si nous ne sortons pas des carcans imaginatifs qui brident notre pensée.**

La révolution intellectuelle qui consiste à reconsidérer le développement, mais aussi la pauvreté et la richesse nécessite de se poser des questions personnelles.

Chaque Homme que l'on croise, à commencer par le plus fragile que l'on a tendance à ne même plus voir, nous demande, « Qui suis-je pour toi ? ». Mais oui au fond, « Qui suis-je pour toi ? ». Si notre réponse - même inconsciente - est « RIEN » alors comment pouvons-nous affirmer « vouloir aider l'autre » à travers tous nos projets ?

Le défi qui est face à nous n'est donc pas juste de refuser un modèle de développement que nous trouvons aliénant, mais beaucoup plus profondément de nous interroger sur notre mode de vie, sur la manière dont nous allons ou pas vers les autres.

Chaque geste que l'on pose - ou que l'on ne pose pas - est un acte politique, un acte citoyen emprunt d'une nécessaire responsabilité. Le refus d'une société qui ne peut nous satisfaire car elle écrase l'homme se vit tous les jours et à chaque instant. Il faut chercher à ouvrir plus grand nos yeux et à adopter un mode de vie qui soit plus respectueux de soi, des autres et de notre environnement.

L'objectif est en effet de déstabiliser les croyances qui nous assujettissent pour questionner nos actes de la vie quotidienne et en essayant comme le disait Gandhi d'« être le changement ».

En effet, si personne ne peut avoir la prétention de changer le monde, chacun doit cependant considérer comme une exigence éthique minimum de tenter de le faire, car on ne peut pas le laisser aller comme il va. L'état de

la planète venant de la somme des comportements individuels, celui qui ne contribue pas à le modifier contribue à le maintenir.

Nous laisserons Majid Rahnema conclure :

« L'important est que tout un chacun mette tout son cœur et son intelligence pour s'attaquer aux problèmes qui le tracassent, et réalise bien que **la solution de ces problèmes dépend finalement des moyens dont il, ou elle, se sert pour changer les mondes autour de soi et *en soi*.** »²⁷

« **Aucune forme d'aide, aucune action en faveur du prochain n'a de sens ni d'effet si elle n'est pas le fruit d'un changement intérieur, d'un changement que chacun de nous doit opérer en lui-même.** »²⁸

²⁷ Interview de Majid Rahnema, *op. cit* p.11

²⁸ Interview de Majid Rahnema, *op. cit.* p.10

ANNEXE : Le Développement d'hier à aujourd'hui

Qu'appelle t'on le « développement » ?
Comment le définir ?
Quelles sont les pratiques qui le caractérisent ?
Quelle est son histoire ?
Quel constat peut on avancer de cinquante années de « développement » ?
Les pauvres sont-ils de plus en plus pauvres et les riches de plus en plus riches ?
Ne convient-t-il pas de remettre en cause ce concept et les pratiques qui le caractérisent à la vue de cinquante ans de « développement » ?
Des alternatives sont elles proposées ?
Qu'est ce que la pauvreté ?
La lutte contre la pauvreté peut elle légitimer le discours dominant sur le « développement » ?
Une analyse sur les causes de la précarité ne doit elle pas entraîner une analyse sur les causes de la richesse ?
Pauvreté et richesse ne sont elles pas les deux faces d'une même pièce ?

Voici une série de questions auxquelles la partie qui suit prétend apporter une réponse. La critique (certainement critiquable) que nous proposons sur le « développement » a pour objectif de débusquer et de comprendre les incohérences entre le discours comme celui de la Banque Mondiale illustré par son slogan...



...et ses pratiques.

A. Au fait, le « développement » ça veut dire quoi ?

Comment s'y retrouver parmi les multiples débats, les multiples actions entreprises au nom du « développement » ? Comment définir un concept aussi vaste ?

Une prise de recul n'est pas aisée tant ce concept fait partie des idées dominantes de notre temps. Cependant, à travers une approche historique, nous allons tenter de cerner le contenu et l'influence du discours sur le « développement » qui a envahi le monde depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

La force de ce discours tient à la séduction qu'il exerce. En effet, comment ne pas succomber à l'idée qu'il existerait une manière aussi simple d'éliminer la pauvreté ? Qui oserait penser, simultanément, que le remède pourrait aggraver le mal que l'on veut combattre ?

Depuis 50 ans les promesses sont inlassablement répétées et

les expériences constamment reproduites. Comment expliquer que chaque échec soit l'occasion d'un nouveau sursis et non d'une remise en cause profonde du développement ?

En partant du postulat ci-dessus, nous allons tenter dans cette partie de déconstruire le mythe du développement et pour cela de **mesurer l'écart entre le discours et les pratiques.**

L'histoire a permis de distinguer clairement le communisme idéologique et le « socialisme réel », pourquoi ne pas faire de même en montrant l'écart qui sépare l'espérance d'un bonheur généralisé que prône le « développement » et la réalité des pratiques qui se caractérisent par un accroissement des inégalités et l'omni-marchandisation du monde ?

1) Comment définir le « développement » ?

Des tonnes de définitions sont proposées, cependant elles mélangent bien souvent le souhait et la réalité des faits. Or, une bonne définition doit être celle qu'un martien, sans connaissance aucune sur notre société, est à même de comprendre.

Un exemple nous est donné avec le Rapport mondial sur le développement humain de 1991 dont voici la définition :

« Le principal objectif du développement humain est d'élargir la gamme des choix offerts à la population, qui permettent de rendre le développement plus démocratique et plus participatif. Ces choix doivent comprendre des possibilités d'accéder au revenu et à l'emploi, à l'éducation et aux soins de santé, et à un environnement propre ne présentant pas de danger. L'individu doit également avoir la possibilité de participer pleinement aux décisions de la communauté et jouir des libertés humaines, économiques et politiques. »²⁹

Est-ce cela aujourd'hui le « développement » ou est-ce le souhait du PNUD ?

La définition de Gilbert Rist, professeur à l'Institut Universitaire d'Etudes du Développement (IUED) à Genève, a le mérite de distinguer les sociétés d'aujourd'hui, caractérisées par l'idéologie du développement, et celles qui l'ont précédées :

« Le développement est constitué d'un ensemble de pratiques parfois contradictoires en apparence, qui pour assurer la reproduction sociale obligent à transformer et à détruire, de façon généralisée, le milieu naturel et les rapports sociaux en vue d'une production croissante de marchandises (biens et de services) destinées, à travers l'échange, à la demande solvable. »³⁰

²⁹ PNUD, Rapport mondial sur le développement humain, 1991

³⁰ « Le développement, Histoire d'une croyance occidentale » Gilbert Rist aux presses de science po

2) Quelques explications :

Les pratiques des différents acteurs sur la scène internationale peuvent apparaître comme contradictoires si l'on considère qu'une entreprise a pour objectif le profit alors qu'une ONG va privilégier par exemple le respect des droits fondamentaux. Pourtant (presque) tous s'accordent sur le fait que l'objectif recherché doit être l'augmentation de la production qui doit permettre l'accès de tous à la consommation, elle-même devenue synonyme d'un plus grand confort de vie. Cette logique à cela de dérangeant qu'elle sous-tend que « plus » équivaut à « mieux ».

Il est ainsi encré dans notre inconscient collectif que l'augmentation de la production est synonyme de richesse, mais est ce vrai ?

En effet, comment ne pas admettre que dans certains cas, l'augmentation de la production de marchandises entraîne une destruction d'une part des rapports sociaux et d'autre part des équilibres environnementaux ?

Cette remise en cause de la richesse produite renvoie au peu de considération qui est faite des « coûts externes », autrement connus sous le nom « d'externalités » (coûts environnementaux, sociaux...) dans le comptabilisation du Produit Intérieur Brut (PIB).

L'exemple du naufrage de l'Erika montre que la destruction du milieu naturel peut engendrer une production et donc de la « croissance », puisque cette catastrophe s'inscrit en positif dans le PIB d'un pays du fait des actions de dépollution entreprises.

Voici à ce sujet un extrait d'une interview de Patrick Viveret, conseiller référendaire à la Cour des Comptes, auteur du rapport : « Les nouveaux facteurs de richesses » remis au Secrétaire d'Etat à l'Economie Solidaire, Monsieur Guy Hascouët,

Question : « : Par exemple le naufrage de l'Erika va être comptabilisé de façon positive et les accidents de voiture aussi ? »

Réponse de Patrick Viveret : « Tout a fait. Et a contrario, les bénévoles qui vont dépolluer les plages, eux, ne sont pas comptabilisés puisqu'ils n'ont pas généré de flux monétaires. Donc on voit bien qu'il y a quand même une représentation de la croissance qui pose problème, et plus les questions qui nous sont posées sont d'un côté les questions sociales et humaines et d'autre part les questions écologiques, moins le taux de croissance nous renseigne sur ce qui est vraiment important pour nos sociétés. Dans le PIB, seule la partie de la richesse qui s'exprime à travers de la monnaie est comptabilisée. Quantités d'autres richesses, richesses sociales par exemple, ne sont pas comptabilisées parce qu'elles ne s'expriment pas par la monnaie. Dans l'exemple de l'Erika, les bénévoles qui vont dépolluer les plages remplissent une fonction positive tout à fait considérable. Non seulement elle n'est pas comptabilisée, mais on peut même dire qu'ils contribuent à faire baisser le taux de croissance, parce que s'il n'y avait pas eu de bénévoles, il aurait quand même bien fallu les dépolluer, donc on aurait envoyé des gens rémunérés. Eux seraient apparus dans le PIB. Par conséquent, les bénévoles, non seulement sont invisibles, mais on peut

même dire qu'ils contribuent à faire baisser le PIB. Vous voyez bien que là on marche sur la tête. »³¹

Notre représentation de la richesse nous amène à des réactions tout à fait absurdes. Ainsi, un trader à la bourse de New York est amené à affirmer sa joie quand il apprend la catastrophe du 11 Septembre car l'événement va provoquer une hausse du prix de l'or. Ce même trader dit son espoir de voir la guerre en Irak s'enliser afin d'entraîner une hausse du prix du pétrole. Il conclut son intervention par une phrase qui montre que nous marchons sur la tête : « Dans la dévastation, il y a des opportunités. »³²

De la même manière on peut constater que le fait de tomber malade, voir même de mourir, est une « richesse » pour le pays, puisque cela entraîne une augmentation du PIB par le biais des dépenses maladies, des dépenses mortuaires...

A travers ces quelques exemples nous souhaitons montrer que le « développement » dont le moyen reconnu par tous est la croissance rime beaucoup trop souvent avec « production croissante de biens et de marchandises », adoptant ainsi un angle de vue étroitement économique d'une part et d'autre part qui est fortement lié à une appréciation occidentale des choses comme la maîtrise de la nature par exemple.

Pour faire face à cette critique d'un « développement » centré sur l'économie les institutions internationales ont mis en place des nouveaux indicateurs tels que l'Indice de Développement Humain (IDH). Cependant, même avec ce nouvel indice le « piège » reste le même à savoir que la croissance est considéré comme le noyau dur du « développement ».

Mais comment ne pas convenir comme Patrick Viveret que :

« L'économie est seconde par rapport à ces deux richesses premières que sont d'un côté les richesses écologiques et d'autre part les richesses humaines. »³³

3) Les préceptes que sous tendent la notion de « développement »

Afin de comprendre en quoi Gilbert Rist touche juste, il convient de déconstruire le contenu idéologique du « développement ». C'est-à-dire, d'essayer de comprendre quels principes communément admis sous-tendent le concept de « développement » ?

³¹ Extrait d'une émission proposée et présentée par Pascale Fourier sur ALIGRE FM 93.1 en région parisienne le 18 Décembre 2001.

³² Exemples tirés du film « The corporation » de Mark Achbar, Jennifer Abbott et Joel Bakan.

³³ Extrait d'une émission sur radio ALIGRE FM, *op.cit.*

La liste qui suit n'est absolument pas exhaustive mais présente quelques préceptes inconsciemment acceptés par tous, ceux là même qu'il convient de questionner pour une remise en cause profonde du « développement » :

- Le développement est un processus naturel

Si tous les pays du monde croient dans le « développement » malgré les échecs chroniques que souligne, entre autre, l'exclusion croissante des plus démunis dans nos propres pays, c'est que tous s'accordent pour considérer qu'il s'agit d'un processus naturel, au même titre que la naissance et le bourgeonnement d'une plante. Ce processus comprendrait un ensemble d'étapes à franchir (une révolution agricole puis une révolution industrielle) et de conditions à remplir (bonne gouvernance, respect des droits de l'Homme...).

L'influence des « étapes de la croissance » de Rostow³⁴, étudiée plus loin, demeure très présente dans notre inconscient collectif.

Pourtant, comment imaginer que l'extension du mode de vie occidentale est envisageable à l'échelle du monde quand l'on sait que 20% de la population de la planète s'abroge 80% des ressources ?

Nous allons démontrer plus loin que l'état de « développement » des nations occidentales a des causes historiques et qu'il n'est pas transposable.

Au moyen de cette métaphore biologique (le développement d'une plante), on rapporte donc un phénomène social complexe à un phénomène naturel, en faisant comme si ce qui est vrai pour l'un est nécessairement vrai pour l'autre. Loin de l'éclaircir, la métaphore obscurcit le concept.

- le « développement » se mesure par la croissance.

On pourrait penser que le « développement » réside dans une considération bien plus large que la simple croissance. Cependant, la foi en la croissance est tellement forte qu'il n'est pas possible d'envisager un « développement » autre qu'à travers des indicateurs économiques. Les deux exemples qui suivent l'illustrent parfaitement :

Le gouvernement français a appelé, après les attentats du 11 Septembre à la consommation patriotique afin de soutenir la croissance. Or, on a pu observer à la suite de cet événement des éléments positifs non quantifiables comme le don du sang, le renforcement de la solidarité... N'est-ce donc pas absurde que de lire la confiance dans l'avenir, la solidarité ou le patriotisme à travers les chiffres de la consommation ?

Georges Bush Senior proclame en 1992 au Sommet de la Terre de Rio : *" Notre niveau de vie n'est pas négociable. "* Le niveau de vie se résume-t-il à la seule croissance économique ? Une meilleure qualité de l'air, une meilleure gestion des déchets, une meilleure qualité alimentaire ne sont ils pas des signes de l'augmentation du niveau de vie ?

La foi en la croissance a pour conséquence l'adoption d'un angle de vue strictement économique mesuré qui plus est par un indicateur (PIB) qui ne prend pas en compte les destructions systématiques qu'engendre la production.

³⁴ Voir le 5^{ème} point développé dans la sous partie « L'histoire du concept de « développement »

- La civilisation occidentale est supérieure puisqu'elle est « développée »
Considérer notre société comme « moderne » est un effet de l'arrogance occidentale et encore une fois de l'adoption d'un prisme de vue strictement économique. Pourtant, toute société s'inscrit dans une tradition.

Pour éviter ce travers, il faut éviter le grand partage entre tradition et modernité. Tout le monde ne vit-il pas dans le même espace temps ?

N'avons-nous pas tous déjà entendu un touriste de retour d'un voyage en Afrique dire : « ils vivent comme au Moyen-Âge ! » ?

- Le « développement » est une « mission sacrée de civilisation »³⁵.
Le lexique relatif à la religion est très présent dans de nombreux textes relatifs au « développement ». La charité est une composante essentielle qui marque les discours à tel point qu'il s'agit de se demander si le « développement » n'est pas un élément de la religion moderne ?

Il apparaît donc que **croire au « développement » est une manière linéaire d'envisager l'histoire.**

Ce qu'il y a de plus étonnant dans les discours officiels est que tout le monde partage les mêmes constats d'échecs, mais malgré tout le « développement » reste présenté comme une solution et non comme la racine du problème. Voici deux exemples qui montrent le doute que les institutions internationales éprouvent :

Le dernier rapport de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) établit que « *les pays pauvres les moins ouverts à la mondialisation sont ceux qui ont le plus progressé en termes de revenu par habitant, au contraire des pays les plus ouverts.* »³⁶.

Le PNUD affirme dans son rapport sur le développement humain de 2002 que « *Pour une grande partie de la planète, les perspectives sont sombres* ».

Force est de constater que la **croissance en le développement est plus forte que le doute qu'il engendre.**

Maintenant que nous avons mis en évidence ces lignes de forces inconscientes qui guident notre pensée du « développement », nous allons étudier en quoi le « développement » est d'abord le fruit d'une construction historique et pourquoi il est une barrière à l'autodétermination des peuples.

³⁵ Article 22 du Pacte de la Société Des Nations du 28 Juin 1919.

³⁶ Cnuced, « The Least Developed Countries », Report 2004, Nations unies, Genève, mai 2004, 362 p.

B. L'histoire du concept de « développement »

Afin de comprendre l'enchaînement des discours et des pratiques qui ont mené à l'ère du « développement », nous allons survoler des passages clefs de son histoire. Pour plus d'informations sur le sujet, le livre de Gilbert Rist « Le développement, histoire d'une croyance occidentale » est une source incontournable sur laquelle s'appuient les lignes qui suivent.

1) De la colonisation...

La colonisation est, en son temps, considéré comme l'extension planétaire de la civilisation. Sa justification philanthropique est ainsi résumée dans un discours de Victor Hugo, qui expose comment on a pu accepter l'inacceptable :

« La destinée des hommes est au Sud (...). Le moment est venu de faire remarquer à l'Europe qu'elle a, à coté d'elle, l'Afrique (...). Au 19ème siècle, le Blanc a fait du Noir un homme ; au 20ème siècle, l'Europe fera de l'Afrique un monde. Refaire une Afrique nouvelle, rendre la vieille Afrique maniable à la civilisation, tel est le problème ; l'Europe le résoudra. Allez, peuples ! Emparez vous de cette terre ! Prenez la ! A qui ! A personne. Prenez cette terre à Dieu ! Dieu donne la terre aux hommes. **Dieu offre l'Afrique à l'Europe. Prenez la !** Ou les rois apportaient la guerre, apportez la concorde ! Prenez la non pour le canon, mais pour la charrue ! Non pour le sabre mais pour le commerce ! Non pour la bataille mais pour l'industrie ! Non pour la conquête, mais pour la fraternité ! Versez votre trop plein dans cette Afrique, et du même coup résolvez vos questions sociales ! Changez vos prolétaires en propriétaires ! Allez faites ! Faites vos routes, faites des ports, faites des villes ! **Croisez, cultivez, colonisez, multipliez !** Et que sur cette terre de plus en plus dégagée des prêtres et des princes, l'esprit divin s'affirme par la paix et l'esprit humain par la liberté ! »³⁷

Pour convaincre l'opinion française, les deux arguments majeurs étaient tout d'abord que la colonisation n'est pas une affaire de choix mais un « devoir moral » pour le bien être général de l'humanité, et d'autre part le « fait accompli », c'est-à-dire que puisque les colonies existent il faut en assumer la responsabilité.

Il convient de s'interroger à la vue des similitudes entre colonisation et « développement » concernant d'une part la justification philanthropique et d'autre part la manière de rallier les peuples à la cause.

³⁷ Victor Hugo, Discours prononcé à l'occasion d'un banquet commémoratif de l'abolition de l'esclavage, le 18 mai 1879

...à la néo-colonisation³⁸

Les dirigeants français n'ont jamais réellement souhaité l'indépendance de leur ancien empire colonial et ce pour plusieurs raisons :

- des raisons politiques : garder un cortège d'états clients (un réservoir de votes) permettant à la France d'occuper une position importante dans les institutions internationales ; tenir la place assignée à la France dans la "Guerre froide", en évitant la propagation du communisme dans les anciennes colonies.
- des raisons économiques : l'accès aux matières premières stratégiques comme l'uranium ou le pétrole ; la perpétuation des rentes des sociétés coloniales (cacao, banane, bois, café, etc.).
- une raison inavouable : le détournement des rentes africaines finance le mouvement gaulliste (via des circuits qui irrigueront par la suite les autres partis de gouvernement).

2) La société des nations et le système des mandats

Si la colonisation a élaboré un argumentaire permettant de justifier l'intervention dans les pays extra européens, la SDN va légitimer l'internationalisation de cette intervention au nom de la civilisation.

C'est le traité de Versailles du 28 Juin 1919 qui met fin à la première guerre mondiale et qui est précédé du pacte de la Société des nations créant ainsi la première institution politique internationale permanente.

La SDN attribue des mandats aux anciens pays colonisateurs en les obligeant à rendre des comptes auprès de la Commission permanente des mandats.

Il convient de s'interroger s'il ne s'agit pas de la légitimation d'un régime colonial par une organisation internationale ?

Le pacte de la SDN est en tout cas intéressant à plusieurs égards :

Il y figure pour la première fois la notion de « degré de développement » qui justifie un classement des nations tout en affirmant qu'il existe, au sommet de l'échelle, des nations « développées ».

De plus, la justification des mandats se coule dans un langage humanitaro-religieux qui se confère à une « mission sacrée de civilisation »³⁹. Il y aurait donc au delà des intérêts politiques et économiques, des valeurs universelles⁴⁰ qui légitime l'intervention auprès d'autres peuples.

Ne retrouve-t-on pas dans le discours actuel ce même évolutionnisme, ce même universalisme et cette même justification philanthropique ?

³⁸ Une explication approfondit de la manière dont la France a créée et maintenue un système néo-colonial en Afrique serait trop long à expliquer, nous vous renvoyons donc vers les publications de l'association Survie dont « la Françafrique » et « Noir Silence » de F X Verschave. Pour plus d'information : <http://www.survie-france.org>

³⁹ Article 22 du Pacte de la Société Des Nations du 28 Juin 1919.

⁴⁰ Une critique de l'universalisme est entreprise dans la partie sur l'approche des besoins fondamentaux.

La colonisation et le système des mandats occupent le même espace temporel, spatial et idéologique. C'est cet espace qui a permis d'ouvrir la voie au « développement ».

3) Le point IV du président Truman

Le 20 Janvier 1949 Truman prononce son discours d'investiture. Trois idées firent rapidement l'unanimité : Les Etats-Unis continueraient à soutenir l'ONU, à poursuivre le plan Marshall et enfin à participer à la création d'une organisation commune de défense (OTAN) pour faire face à la menace soviétique. Une extension aux nations défavorisées proposée par un proche de Truman fut acceptée parce qu'elle semblait originale et populaire. Il s'agit du point IV.

Ce texte est la source de notre vision actuelle du « développement ». Il innove tant sur le plan conceptuel que dans la manière de concevoir les relations internationales :

- une nouvelle vision du monde : le « sous développement »

C'est la première fois que l'adjectif « sous développés » est employé dans un texte à pareille diffusion.

L'apparition du « sous développement » évoque non seulement l'idée d'un changement possible en direction d'un état final, mais surtout la possibilité de provoquer ce changement. Mais c'est aussi la vision du monde qui change, le rapport « colonisés/colonisateurs » laissant la place à la nouvelle dichotomie « développés/sous développés ». Dans le premier cas, les deux parties n'appartiennent pas au même univers, il n'était pas envisageable que les colonisés deviennent les colonisateurs alors que dans le second, les « sous développés » ont l'espoir (l'illusion ?) de pouvoir atteindre le stade suprême de nations « développées ».

- L'ère du « développement »

On a parlé après la seconde guerre mondiale du droit à l'autodétermination pour les nouvelles nations indépendantes mais l'on voit qu'en gagnant leur indépendance, les anciennes colonies ont perdu leur identité et leur autonomie économique et politique parce qu'elles ont été contraintes de cheminer sur la voie du développement tracé par d'autres qu'eux.

Il s'agit ici d'une critique fondamentale à savoir que le « développement » a ôté toute possibilité pour les peuples d'envisager le futur autrement qu'à travers l'étroite fenêtre du « développement ».

Comme le dit Gilbert Rist : « La solution ainsi proposée est véritablement hégémonique car elle passe non seulement pour la meilleure, mais encore pour la seule possible. »⁴¹

4) La conférence de Bandung

La conférence de Bandung de 1955 marque le début d'une revendication collective pour l'autodétermination des pays du Tiers Monde dans le domaine du « développement ». A priori, il y avait tout à y gagner : respectabilité et prospérité.

⁴¹ *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, Gilbert Rist, aux presses de sciences po.

Pour autant, cette conférence que l'on considère souvent comme l'expression d'une position forte des pays du Tiers monde ne s'écarte pas du chemin évolutionniste du « développement ».

En effet, ce dernier est envisagé comme une nécessité universelle, censée advenir partout au terme d'un important effort d'intégration à l'économie mondiale.

5) Les étapes de la croissance de Rostow

Il est aujourd'hui de bon ton de critiquer le célèbre ouvrage de Rostow publié en 1960.

Sa thèse se résume ainsi :

« A considérer le degré de développement de l'économie, on peut dire de toutes les sociétés qu'elles passent par l'une des cinq phases suivantes : la société traditionnelle, les conditions préalables du démarrage, le démarrage, le progrès vers la maturité et l'ère de la consommation de masse. »⁴²

On retrouve dans son écrit l'usage de la métaphore biologique du développement comme si ce dernier poursuivait une logique implacable en tous lieux et en tous temps.

Son discours est intéressant car il a influencé jusqu'à notre inconscient collectif. On peut néanmoins interroger la pertinence de certains arguments :

- La société traditionnelle constitue le degré 0 de l'histoire, et correspond à un état naturel de « sous développement » et une manière de le prouver est qu'elles sont en lutte constante contre la rareté.

Un paradoxe mérite ici d'être relevé : Dans nos sociétés « développées », l'homo oeconomicus est un être à besoins illimités que les acteurs de l'économie tentent de stimuler et de satisfaire. Le rôle de ses acteurs n'est il donc pas de lutter contre la rareté ? Au contraire, à partir du moment où l'on considère avoir des besoins limités, où l'on refuse l'accumulation on se situe dans des sociétés d'abondance.

- les conditions préalables au décollage : Il s'agit de passer d'une société traditionnelle à une société moderne. On retrouve donc ici la pensée évolutionniste.
- le décollage, stade que l'on peut mettre en parallèle avec la vision naturaliste du bourgeon qui éclôt.
- la maturité que Rostow décrit comme le stade où « la société s'adapte comme elle l'entend aux besoins de la production à haut rendement de l'époque contemporaine »⁴³
- L'ère de la consommation de masse, le stade final censé procurer des « bienfaits incontestables »⁴⁴.

La modernisation ne serait alors qu'une occidentalisation du monde. Avec l'ère du « développement », tous poursuivent le même but qui s'encre dans la philosophie évolutionniste de l'histoire : l'accession au stade final de la consommation de masse.

⁴² Walt W Rostow, « Les étapes de la croissance » Paris, Le seuil, 1963.

⁴³ Walt W Rostow, « Les étapes de la croissance », Paris, Le seuil, 1963.

⁴⁴ Walt W Rostow, « Les étapes de la croissance », Paris, Le seuil, 1963

6) Le « développement à particule »⁴⁵

En quoi consiste le « développement à particule » ? Il s'agit d'ajouter au mot « développement » toute sorte d'adjectif afin de lui procurer une nouvelle légitimation. (Développement durable, humain, social, responsable...)

Deux évènements ont marqué les années 90 dans le cadre du développement : le rapport Brundtland en 87 et le sommet de la terre de 92. Ils ont donné une audience mondiale aux problèmes de l'environnement. Il est d'ailleurs significatif d'observer qu'aucun projet n'est maintenant pris au sérieux s'il ne comporte pas un volet environnemental.

Dans l'esprit des écologistes, le développement durable peut être pressenti comme un volume de production qui soit conforme à ce que peut supporter l'écosystème. Cependant, l'interprétation dominante est bien de produire plus avec moins. La croissance n'est absolument pas remise en cause, il s'agit maintenant de prendre en compte dans le développement un critère supplémentaire : l'environnement. Cependant le noyau dur que représente la croissance ne saurait être remis en cause :

« Ce dont nous avons besoin, c'est d'une nouvelle ère de croissance, une croissance vigoureuse et, en même temps, socialement et "environnementalement" soutenable », énonçait le rapport Brundtland.

La perception dominante qu'en ont les dirigeants d'entreprises est ainsi résumée par monsieur Michel de Fabiani, président de BP France :

« Le développement durable, c'est tout d'abord produire plus d'énergie, plus de pétrole, plus de gaz, peut-être plus de charbon et de nucléaire, et certainement plus d'énergie renouvelable. Dans le même temps, il faut s'assurer que cela ne se fait pas au détriment de l'environnement. »⁴⁶

Et si le problème se fait passer pour la solution ?

7) Le PNUD et le développement humain

Depuis 1990, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), commande à un groupe d'experts internationaux un Rapport Mondial sur le « Développement Humain ».

Quelques questions s'imposent alors : A quoi bon le développement s'il n'est pas centré sur l'homme ? Est-ce à dire que le développement avait jusque là été inhumain ?

Il s'agissait en réalité d'apporter un supplément d'âme à une notion largement discréditée.

Conclusion

Il est significatif de remarquer à quel point ces événements historiques ont des caractéristiques communes : **l'évolutionnisme** qui sous tend la supériorité occidentale, **la justification philanthropique** qui permet de rallier l'opinion et

⁴⁵ Le titre de la partie provient de l'économiste Serge Latouche

⁴⁶ Compte rendu des travaux des 4èmes rencontres parlementaires sur l'énergie en 2001.

l'universalisme qui légitime l'intervention dans les pays du Sud. D'autre part, tous partagent la croyance que le **noyau dur du « développement » est la croissance économique.**

Le plus critiquable demeure que le « développement » a **confisqué la détermination, par les peuples, de leur propre destin.** Ainsi Gilbert Rist affirme : « Le pouvoir ne consiste pas nécessairement à transformer la réalité, mais à la problématiser différemment et à en proposer une nouvelle représentation pour provoquer l'illusion du changement. »⁴⁷

Il est, en tout cas, intéressant d'observer qu'en 50 ans, les priorités affichées ont évolué. Jusqu'aux années 70, il s'agissait d'aider les pays sous-développés à atteindre le niveau économique et technique occidental. Depuis, devant l'explosion des chiffres de la pauvreté, les objectifs généralement proclamés sont plutôt la satisfaction des besoins de base et la lutte contre la misère.

L'histoire nécessite, cependant, de ne pas juger le passé avec les yeux du présent mais nous ne devons pour autant occulter la question : **comment les générations à venir vont-elles juger les pratiques contemporaines qui jouissent des faveurs d'une immense majorité ?**

Et si le « développement » était l'opium du peuple ?

Agir pour un autre monde ne nécessite-t-il pas la décolonisation de nos imaginaires ?

Einstein prévenait : **« On ne résout pas un problème avec les modes de pensée qui les ont engendrés ».**

⁴⁷ *Le développement, histoire d'une croyance occidentale, op. cit. p. 130*